



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
16 août 2012
Français
Original : anglais

Commission de consolidation de la paix

Sixième session

Formation Guinée

Compte rendu de la 1^{re} séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 6 juin 2012, à 10 heures

Présidente : M^{me} Lucas (Luxembourg)

Sommaire

Adoption de l'ordre du jour

Adoption du projet de conclusions et recommandations du premier examen de la Déclaration d'engagements mutuels entre le Gouvernement guinéen et la Commission de consolidation de la paix

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

12-36058X (F)



La séance est ouverte à 10 h 20.

Adoption de l'ordre du jour (PCB/6/GUI/1)

1. *L'ordre du jour est adopté.*

Adoption du projet de conclusions et recommandations du premier examen de la Déclaration d'engagements mutuels entre le Gouvernement guinéen et la Commission de consolidation de la paix (PCB/6/GUI/L.1)

2. **La Présidente** dit que le principal objet de la réunion consiste à adopter les conclusions et recommandations du premier examen de la Déclaration d'engagements mutuels.

3. Avant l'examen, elle a écrit au Gouvernement guinéen et aux membres de la Formation, présentant ses idées concernant le processus d'élaboration du rapport sur la base de leurs contributions. Par la suite, elle a conduit une délégation en Guinée pour continuer les échanges précédents avec le Gouvernement et d'autres parties prenantes et pour y donner suite, et pour examiner les questions prioritaires de la consolidation de la paix. Un avant-projet a été établi et des observations ont été reçues à son égard. La Formation a pleinement appuyé le processus.

4. Une fois les propositions de changement reçues, les conclusions et recommandations figurant dans le texte ont été traduites aux fins de leur adoption. À son arrivée à New York, le Ministre guinéen du contrôle économique et financier et point focal politique de la Formation Guinée a transmis des observations et propositions additionnelles de son Gouvernement tendant à apporter les modifications suivantes au texte : le paragraphe 5 serait scindé en deux, le deuxième paragraphe commençant avec le mot « prend note également », et les mots « dans ces domaines » seraient remplacés par les mots « dans les domaines de la lutte contre le trafic des drogues et la criminalité transfrontière »; et il y a lieu de supprimer le paragraphe 8. Au paragraphe 12, il faut supprimer le mot « rapidement » et le remplacer par les mots « avant la fin de l'année 2012 ».

5. Au paragraphe 17, après le mot « contre l'impunité », il faut ajouter les mots « prendre toutes les mesures appropriées pour mener à bien, dans les meilleurs délais, les procédures judiciaires contre les présumés responsables ». Il faut supprimer les mots « placés en congé administratif pendant toute la durée

des procédures judiciaires les présumés responsables ». À la fin du paragraphe 19, il faut ajouter les mots « Poursuivre, dans ce contexte, le plaidoyer pour un dialogue interguinéen renforcé. » Le premier mot du paragraphe 40 « encourager » doit être remplacé par « sensibiliser ».

6. Il faut insérer un nouveau paragraphe 45 ainsi libellé : les « Appuyer le Gouvernement dans la définition et la mise en œuvre d'un programme global d'emplois des jeunes assorti d'une composante formation professionnelle à même de favoriser l'employabilité des jeunes Guinéens dans les secteurs agricole et minier ».

7. **M. Koulibaly** (Guinée), Ministre du contrôle économique et financier, dit que son Gouvernement est reconnaissant pour tous les travaux qui ont permis à la Guinée de sortir de la turbulence. Toutefois, la consolidation de la démocratie et de l'état de droit sont des objectifs de longue haleine qui exigeront le soutien continu des Nations Unies.

8. S'agissant du processus d'élaboration du rapport, le Gouvernement guinéen a exprimé des réserves à l'égard de deux questions relatives aux nouveaux engagements du Gouvernement; les consultations internes exigeront du temps. Après une réunion du Comité directeur conjoint du Fonds de consolidation de la paix, présidé par le Premier ministre, le texte des engagements a été amélioré et précisé.

9. Compte tenu de l'histoire de la Guinée, des progrès considérables ont été accomplis dans le domaine des droits de l'homme, comme le montre l'inculpation de militaires de haut rang, chose inimaginable il y a deux années encore. Le Gouvernement a répondu aux actes de violence sans merci, et il est manifeste que le pays compte sur une justice indépendante et équitable. En conséquence, il faut modifier le paragraphe 17 pour refléter la nécessité de la conclusion des procédures judiciaires contre les personnes inculpées pour les violences de septembre 2009 à Conakry.

10. Le soutien apporté par le Fonds de consolidation de la paix pour la réforme du secteur de sécurité dans les domaines des cadres juridiques, de la sensibilisation et de la formation des forces armées a placé la Guinée sur la bonne voie; il faut donc soutenir ses efforts en cours. Dans le contexte plus large d'une région troublée, avec les problèmes au Mali et, en fait, dans le Sahel dans son ensemble qui ne dispose que de peu de

ressources pour satisfaire aux exigences sociales internes pressantes en matière de démocratie et de gouvernance, les Nations Unies doivent maintenir le soutien qu'elles apportent à la Guinée et à la consolidation de la paix, notamment dans les trois domaines prioritaires de réconciliation nationale, de réforme du secteur de sécurité et de création de possibilités d'emploi pour les jeunes et les femmes, domaines où le Gouvernement a lancé des programmes ambitieux.

11. Le Gouvernement a renouvelé ses relations avec les institutions de Bretton-Woods grâce à la mise en place d'une facilité étendue de crédit, qui améliorera les perspectives de réduction de la pauvreté et libérera des ressources pour la satisfaction des besoins sociaux, en permettant la création d'une infrastructure qui fait défaut. À l'heure actuelle, 35 % du revenu intérieur brut du pays servent au service de sa dette. Par conséquent, bien que cela ne fasse pas partie de son mandat, la Formation doit aider le Gouvernement à atteindre le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés et à réduire le fardeau de sa dette.

12. Sur le plan politique, dès son accession au pouvoir, le Gouvernement a commencé l'audit de la Commission électorale nationale indépendante, qui a révélé de graves problèmes. Après sa restructuration, son financement sera conforme aux normes internationales. Sa composition restera inchangée pour assurer la cohérence du processus démocratique et achever la transition. Le Gouvernement a encouragé le dialogue malgré les désaccords, et il y aura des élections législatives crédibles, transparentes et régulières. Leur date n'a pas encore été confirmée en raison de problèmes techniques, qui seront réglés prochainement. Toutefois, avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies, des élections devraient avoir lieu avant la fin de 2012 dans une ambiance de stabilité et de liberté.

13. Malgré la réaffirmation de son engagement en faveur de la paix et de la stabilité régionale, le pays fait face à de graves problèmes, même dans le domaine où les plus grands progrès ont été accomplis, la réforme du secteur de sécurité. Alors qu'il faut encore des améliorations en ce qui concerne la police et la formation des nouveaux magistrats, le Gouvernement s'est engagé en faveur d'une justice indépendante.

14. **M^{me} Chen-Hopkins** (Sous-secrétaire générale pour l'appui à la consolidation de la paix) dit que le Bureau d'appui à la consolidation de la paix se félicite de ses relations avec le Gouvernement guinéen, qui prend ses engagements très au sérieux. Les priorités de la Commission de consolidation de la paix ont été alignées harmonieusement sur les activités du Fonds de consolidation de la paix et sur les projets connexes sur le terrain.

15. Passant à l'examen de la Déclaration d'engagements mutuels entre le Gouvernement guinéen et la Commission de consolidation de la paix et les trois piliers de l'engagement pris par la Commission et par le Fonds, l'orateur dit que les résultats rapides atteints dans le domaine de la réforme du secteur de sécurité sont impressionnants. Cette entreprise hautement délicate, politique et risquée, compte tenu de son objectif de réduction des effectifs de l'armée, a été abordée d'une manière digne d'éloges par le Gouvernement et le Fonds. Dans les trois semaines qui suivaient la proposition du Gouvernement, le Fonds a pu approuver 10,5 millions de dollars, et les activités correspondantes, y compris le recensement biométrique de l'armée, ont été achevées dans les deux mois. Des progrès ont également été accomplis en ce qui concerne le versement d'une somme forfaitaire destiné à faire démarrer le programme de pensions et d'incitation au départ. Quatre millions de dollars ont été dépensés pour le versement d'une somme forfaitaire, qui a abouti au licenciement de quelque 4 000 militaires. Malgré les risques courus, les faits montrent que le programme parvient à des résultats concrets, premier pas crucial à pour rendre la réforme du secteur de sécurité possible.

16. Dans le domaine de la réconciliation nationale et des élections législatives, les travaux ont commencé et les élections devraient avoir lieu avant la fin de l'année. La Division des affaires électorales a apporté un soutien en matière de temps et de ressources. Toutefois, la méfiance qui sépare toujours le Gouvernement et l'opposition continue de soulever des inquiétudes dans le contexte de la préparation des élections législatives. On utilise des manipulations ethniques pour semer de la méfiance et du mécontentement, mais les activités d'apaisement mises en place par le Fonds devraient aider à garantir l'absence de violences et de fraude électorale.

17. S'agissant des possibilités d'emploi pour les jeunes et les femmes, l'Union européenne et la Banque

mondiale ont participé aux activités dans ce domaine, à commencer par des travaux publics et un filet de sécurité sociale, et le Fonds de consolidation de la paix s'est engagé à fournir 2 millions de dollars pour aider à lancer le processus. Pris ensemble, ces organisations devraient fournir quelque 14,5 millions de dollars pour le programme. Le Fonds aidera en particulier à identifier des possibilités d'emploi dans les secteurs minier et agricole pour surmonter le manque d'informations dans les différents ministères. L'obtention d'un profil des jeunes et des femmes qui ont travaillé dans le cadre de la première phrase du programme de travaux publics permettra de les rapprocher des possibilités d'emploi créées pendant la deuxième phase, démarche qui a été couronnée de succès au Burundi.

18. Le Comité directeur conjoint supervise avec succès les activités du Fonds de consolidation de la paix et donne des orientations locales concernant le progrès des programmes du Fonds, assurant ainsi la prise en charge par le pays. À l'avenir, il examinera également les travaux de la Commission de consolidation de la paix, veillant à la synergie entre l'assistance politique et programmatique fournie à la Guinée.

19. Le Fonds de consolidation de la paix est appelé à jouer un rôle de catalyseur dans le démarrage des activités. Une fois qu'il a été démontré que les activités en valent la peine, on s'attend à ce que les membres de la Formation fassent leur part dans la mobilisation de ressources en vue de les élargir, non seulement en ce qui concerne la réforme du secteur de sécurité, mais aussi dans les domaines de la réconciliation nationale et de l'emploi des jeunes et des femmes.

20. **La Présidente** dit que bien que la Commission n'ait pas de rôle de supervision à l'égard du Fonds, comme on le constatera d'après la Déclaration d'engagements mutuels, on fera tout son possible pour assurer un maximum de concordance entre les domaines prioritaires et les activités du Fonds.

21. **M. Andrabi** (Pakistan) soutient les modifications apportées par le Gouvernement guinéen en ce qui concerne l'examen de la Déclaration d'engagements mutuels. Elles améliorent le document et soulignent la prise en charge par le pays de toutes les activités de consolidation de la paix. La proposition concernant le nouveau paragraphe 45 est particulièrement pertinente par rapport aux priorités non seulement de la

Formation, mais aussi à celles du Gouvernement guinéen, et il faut noter que l'Union européenne et la Banque mondiale contribuent des ressources importantes à cette activité, qui viennent s'ajouter à celles du Fonds de consolidation de la paix.

22. **M. Vrailas** (Observateur de l'Union européenne) propose que la référence à l'extraction et à l'agriculture dans le nouveau paragraphe 45 soit légèrement modifiée pour éviter qu'elle ne soit interprétée comme étant exhaustive.

23. **M. Koulibaly** (Guinée) dit que l'extraction et l'agriculture offrent des possibilités d'emploi, mais que l'éclaircissement proposé inclurait des secteurs comme la technologie, qui créeront également des emplois. En effet, la Banque mondiale aide la Guinée à obtenir une connectivité par fibres optiques qui créera des possibilités d'emploi dans ce secteur.

24. *Les conclusions et recommandations du premier examen de la Déclaration d'engagements mutuels entre le Gouvernement guinéen et la Commission de consolidation de la paix, telles que modifiées oralement, sont approuvées.*

La séance est levée à 11 h 5.